



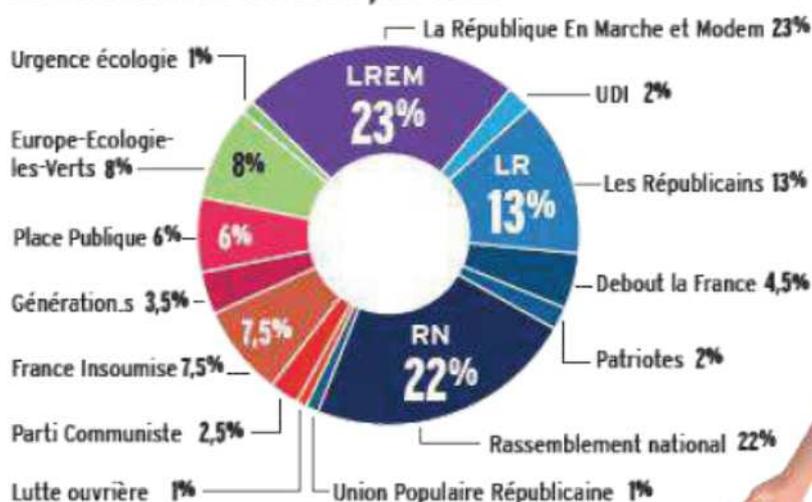
## **REVUE DE PRESSE**

**Jeudi 25 avril 2019**



## Européennes : statu quo dans une campagne qui ne démarre pas

### Les intentions de vote par liste

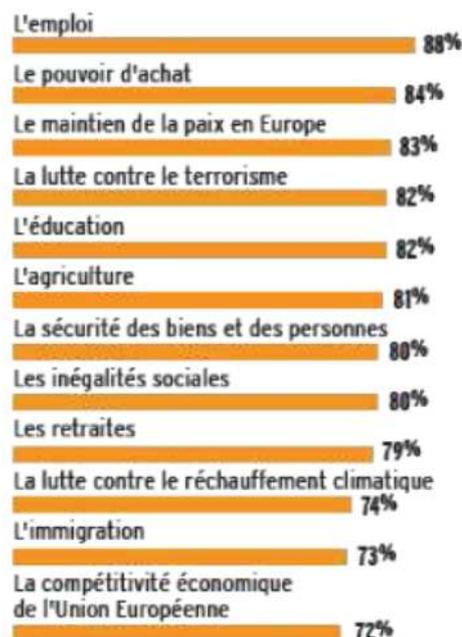


### 6 Français sur 10 se disent intéressés par le scrutin



### Les principales thématiques

qui compteront pour le choix au moment du vote



Etude réalisée par l'Institut BVA pour la presse régionale auprès d'un échantillon interrogé par internet du 15 au 21 avril 2019. Echantillon de 5.324 inscrits sur les listes électorales, identifiés au sein d'un échantillon de 6.000 Français, représentatif de la population nationale âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas.

INFOGRAPHIE CL

## Horodateurs vandalisés: présentée comme une meneuse, elle fait appel

**A** la barre du tribunal correctionnel, le 12 avril, elle avait failli tourner de l'œil en entendant les magistrats la condamner à trois mois de prison avec sursis. Surtout, reconnue coupable d'avoir participé à la dégradation de plusieurs horodateurs de la ville d'Angoulême, en novembre, Barbara, une Angoumoisine de 36 ans, se retrouvait avec une épée de Damoclès à 14 000 euros de dommages et intérêts au-dessus de la tête. Celle qui, sur les

ronds-points, au plus fort du mouvement des gilets jaunes, s'était fait connaître sous le pseudonyme de «Croquette», a décidé, avec son avocate M<sup>e</sup> Anaëlle Raballand, de faire appel.

Tout au long de l'audience et de la procédure, elle avait juré n'avoir jamais dégradé d'horodateurs. Elle avait confessé une «opération décoration», à base de ruban adhésif et de sacs-poubelle. Rien de plus. Mais autour d'elle, les six autres prévenus l'avaient décrite

comme la meneuse, celle qui avait fourni de la mousse, du silicone, avait donné des ordres. Mais ses six coprévenus n'avaient pas non plus caché qu'ils détestaient cordialement «Croquette» – ce qu'elle leur rendait bien – n'hésitant pas à la charger avec zèle. Dans quelques mois, les magistrats de la cour d'appel de Bordeaux tenteront donc à leur tour de démêler les fils de ce dossier où le nombre d'accusations n'aide guère à y voir clair.

# Pure Bag: un sac-poubelle en papier créé en Charente

Les méthaniseurs refusaient des biodéchets faute de sacs adaptés. FCSE à Cognac et la papeterie ruelloise Alamigeon ont mis au point Pure Bag, un sac compostable et méthanisable.

Amandine COGNARD  
a.cognard@charentelibre.fr

Pour la papeterie ruelloise Alamigeon, ce projet est une aubaine, «avec de très belles perspectives et des embauches à la clé», s'enthousiasme Pascal Conty, directeur de ce site industriel historique, sauvé de justesse de la liquidation et en plein retournement. Ce projet, c'est Pure Bag. Un sac en papier compostable et méthanisable qui pourrait remplacer nos sacs-poubelle noirs pour les déchets organiques. C'est Frédéric Fontannaud, patron de FCSE Environnement, entreprise basée à Cognac, qui l'a imaginé et le commercialise sur son site internet depuis le début de l'année. Créée en 2009, FCSE est un bureau d'études en environnement. «On intervient auprès des industriels pour valoriser leurs déchets en circuits courts», explique l'entrepreneur de 52 ans, qui travaille seul avec son épouse. Mais on va plus loin que les bureaux d'études classiques. On met en place toute la filière de traitement pour nos clients. Dans le cadre de cette activité, Frédéric Fontannaud travaille avec plusieurs méthaniseurs partenaires. «Ce sont eux qui sont venus me réclamer une solution innovante. Les sacs biodégradables actuels, composés à 30 % d'amidon et à 70 % de poly-



Frédéric Fontannaud et Catherine Terreau, de FCSE Environnement à Cognac, ont imaginé Pure Bag.

Photo Renaud Joubert

mère (plastique) leur posent de gros soucis. Avec la température, le polymère forme comme des ficelles qui bloquent les pompes et endommagent les systèmes. À tel point que plusieurs méthaniseurs les refusent désormais et doivent donc se priver d'une manne de biodéchets faute de solution pour les contenir et les transporter facilement. Pour répondre à cette demande spécifique, Frédéric Fontannaud

s'est creusé les méninges et s'est arrêté sur le concept d'un sac en papier ne contenant aucun plastique, aucun traitement, mais capable de résister à l'humidité. C'est avec ce cahier des charges qu'il a sollicité l'expertise de la papeterie Alamigeon, qui recherchait justement des applications plastiques qui auraient besoin d'un équivalent papier afin de trouver de nouveaux débouchés. Les deux entreprises se sont at-

lées à trouver la recette qui permettrait de répondre aux exigences de ce marché prometteur.

#### Quatre ans de travail

«Nous faisons des recherches et des essais depuis 2014», décrit Frédéric Fontannaud et Pascal Conty qui ont fini par trouver l'équilibre adéquat de fibre de touffus, d'amidon et d'huiles essentielles qui com-

posent Pure Bag, des sacs de 10 à 100 litres que FCSE Environnement commercialise sur son site e-commerce depuis janvier. «Ça démarre doucement, on a eu une vingtaine de commandes, confie Frédéric Fontannaud. L'école de Feytiat, près de Limoges, a aussi décidé de tester cette solution et plusieurs cantines ou collectivités nous ont déjà contactés.» Mais FCSE, comme Alamigeon, compte surtout sur l'évolution de la réglementation. «Les grosses structures doivent déjà trier et recycler leurs biodéchets. Bientôt ce sera au tour des particuliers, vers 2025, et pour cela tout un système de collecte devrait se mettre en place et aura besoin de solutions comme Pure Bag», espèrent les deux professionnels. «Suez, Veolia ont déjà commencé à le proposer en test à certains de leurs clients et s'y intéressent», renchérit Frédéric Fontannaud, qui a décroché le prix du jury de l'écoconception de la CCI Nouvelle-Aquitaine pour cette innovation. Il travaille déjà sur un prototype de support aéré pour augmenter la durée de résistance des Pure Bag et pense déjà à d'autres utilisations possibles: en sacs de courses ou pour recouvrir les containers industriels. Autant de perspectives de développement qui n'ont pas échappé à Alamigeon qui fonde de «gros espoirs dans ce produit».

## Le post



«L'ouverture de la pêche au brochet est toujours fixée au mercredi 1<sup>er</sup> mai !

#### Fédération de pêche de Charente

Friture sur la ligne. Depuis quelques jours, la fédé de Charente est assaillie de questions concernant une ouverture anticipée de la pêche au brochet au 27 avril. En cause, un article paru dans un magazine spécialisé dans lequel la fédération nationale annonce ce changement de date. Pourtant, rien n'est encore paru au Journal officiel. En attendant l'annonce, la fédé charentaise joue la carpe de la précaution.

## La sortie

### De Netflix au comptoir de Louise

**Peaky, peaky.** Peaky night samedi soir au Bar Louise, le bar à cocktails de l'Hôtel François-1<sup>er</sup> à Cognac. Une «Peaky night», ça ne vous dit rien? Ça ravira en tout cas les adeptes de «Peaky Blinders», la série événement de Netflix qui plonge dans les bas-fonds de Birmingham d'après Première Guerre mondiale (Repro CL). Bon, qu'on se rassure, dans une Peaky night, on ne se fait pas un vrai remake de la série: si les serveurs seront en costume, ils devraient éviter de trancher la gorge des clients avec une lame de rasoir cachée dans la visière de la casquette. On ne devrait pas parler aux courses ni se battre après chaque tournée. Par contre, les Konoisseurs proposeront des cocktails «dans le thème de la série» et un duo de guitaristes jazz, Sweet Chorus, assurera l'ambiance musicale.



## Le chiffre

**851 millions** Record. C'est, en euros, le chiffre d'affaires de la maison

Rémy Martin, arrêté au 31 mars. Il était de 760 millions d'euros l'an dernier. Les chiffres ont été dévoilés hier par le groupe Rémy Cointreau dont le chiffre d'affaires global s'élève, lui, à 1,261 milliard d'euros. «Un niveau historique», précise le communiqué. «L'attractivité des marques de la maison Rémy Martin (+11,9 %) s'est traduite par une croissance remarquable dans l'ensemble des zones géographiques.»

- Dans trois ans sur son vignoble ■ Dans dix ans pour tous ses partenaires
- La maison veut assurer sa place de leader... dans de développement durable.

# Hennessy veut bannir tous les herbicides

Julie PASQUIER  
j.pasquier@charentelibre.fr

Qu'Hennessy devienne «la plus grande marque de spiritueux au monde». C'est le souhait de Bernard Arnault, le PDG du groupe LVMH. Qu'elle devienne «la plus belle des marques mais aussi la plus responsable». C'est l'ambition de Bernard Peillon. Le PDG de la maison a exhorté les 1 600 partenaires viticulteurs, réunis hier soir à l'Espace 3000, à s'engager dans la démarche d'une viticulture plus durable... le plus vite possible. «Nous n'avons plus le luxe du temps, a dit le patron.

“  
Si nous ne sommes pas capables de nous mettre en marche, nous aurons des problèmes.

La notion d'excellence est en train d'évoluer, nos consommateurs veulent savoir comment nos produits sont fabriqués. Dans le luxe, dans le cognac, nous n'aurons pas l'excuse de ne pas avoir eu les moyens de mettre en place cette volonté-là.»

## Distillation, ferroutage, empreinte carbone...

Au-delà de la suppression des herbicides, la maison Hennessy prévoit aussi d'étudier la question de l'utilisation du gaz pour la distillation. «Il va falloir trouver une alternative aux énergies fossiles.» Autre sujet d'importance pour Bernard Peillon: le ferroutage, abandonné à Cognac depuis quelques

mois alors que la maison milite pour le maintien du service. «Comment vous dire que je suis étonné du fait que nous n'arrivions pas à passer de milliers de camions sur les routes au ferroutage ? On est seul, déplore le PDG. C'est un peu plus cher. Ce n'est pas beaucoup plus cher. C'est une question de volonté.»



Florent Morillon, directeur amont, a développé le plan d'accompagnement des viticulteurs, hier, lors de la rencontre partenaires organisée à l'Espace 3000. Photo Quentin Petit

Des propos traduits en objectifs. D'ici à trois ans, la maison n'utilisera plus aucun herbicide chimique sur son vignoble. Elle laisse dix ans à ses partenaires viticulteurs pour les abandonner également. «Et encore, je ne suis pas certain que nous ayons dix ans devant nous. Si nous ne sommes pas capables de nous mettre en marche, nous aurons des problèmes», a glissé Bernard Peillon.

Mais pas question de «forcer 100 % des gens». «Nous allons vous accompagner tout au long de la démarche», a assuré Florent Morillon, le directeur amont, qui a développé le plan global... alors que quelques murmures commençaient à s'élever dans la salle. Logique: lors d'un questionnaire réalisé il y a quelques mois auprès des viticulteurs sur les actions les plus délicates à mettre en place, c'est la suppression des herbicides qui est arrivée en tête (à 41 %). Difficile encore à envisager.

## Pas au détriment de la quantité

Pour les encourager, Hennessy prévoit d'augmenter le prix d'achat des eaux-de-vie. «Pour cette campagne, ils ont déjà augmenté de 7 %.» La maison financera aussi des diagnostics à hauteur de 50 % et prendra en charge le coût de traitement des vignes pour les viticulteurs qui choisiront de faire appel à des

centres de traitement agréé. Une équipe dédiée va par ailleurs être constituée pour l'accompagnement technique et administratif. Et le travail de recherche et développement va se poursuivre autour des tracteurs électriques, des cépages résistants et du robot Ted entre autres...

Mais attention, la maison a toujours soif de matières premières pour répondre aux besoins des marchés. Si l'année 2018 a été «de bonne facture», selon Bernard Peillon, «elle n'a pas été exceptionnelle. Nous avons été bridés par la raréfaction des eaux-de-vie.» C'est pourquoi Hennessy incite aussi ses partenaires à renouveler leurs vignes à hauteur de 3,3 % par an. Et surtout à se positionner sur les 3 474 hectares supplémentaires accordés à l'appellation. «Nous avons besoin de toutes ces surfaces», affirme Florent Morillon. Du développement durable, oui, mais pas au détriment de la quantité.

## Le chiffre 84 millions

C'est le nombre de vues enregistré par le spot réalisé par Ridley Scot autour des sept notes de dégustation du cognac XO Hennessy en moins de trois mois. «Un spot qui n'a pas fini sa course et qui devrait dépasser la barre des 100 millions de vues», s'est réjoui hier, la maison, qui visait les 50 millions de vues, soit deux fois plus que le spot précédent.

## Inédit Une soirée privée pour la Fête du cognac



Le 24 juillet, le groupe Hyphen Hyphen jouera sur la scène de la Fête du cognac pour les employés et les salariés de la maison Hennessy. Photo archives C. B.

Cela a été officiellement annoncé hier soir. Il y aura une soirée de plus, cette année, lors de la Fête du cognac et elle sera réservée à la maison Hennessy. Une première ! Le 24 juillet, la veille de l'ouverture du festival, le groupe Hyphen Hyphen, qui s'est déjà produit deux fois aux Abattoirs, jouera sur la scène en bord de Charente pour les partenaires et les employés de la société. 5 000 personnes sont attendues pour cette soirée qui s'ouvrira avec un groupe local. «Dans l'esprit de la Fête du cognac», résume Cécile François, directrice de la communication Hennessy.

# Nicolas Mottet passe des crampons aux pincesaux

L'ancien rugbyman de l'USC s'est mis à la peinture il y a deux ans et demi. Il expose pour la première fois à Châteaubernard.

Julie PASQUIER  
j.pasquier@charentelibre.fr

**A**u fond de lui, il en rêvait. Mais faire carrière dans l'art, dans la cité ouvrière de Clermont-Ferrand qui l'a vu grandir. «C'est un risque que je n'ai pas osé prendre», confie Nicolas Mottet, à quelques jours de son 45<sup>e</sup> anniversaire. De l'autre côté du Massif central, quand il était petit, la voie c'était plutôt Michelin ou le rugby. Il a suivi la seconde comme amateur, en parallèle à une carrière de prof de technologie. Cela l'a conduit en banlieue parisienne. Première expérience d'enseignant à Sarcelles. Victoires en Fédérale 2 avec le PUC (Paris université club). «On rigolait bien. Ça tranchait avec la rigueur du club de Clermont», se rappelle Nicolas Mottet, qui a posé ses valises dans la région en 2009 avec sa femme charentaise et leurs deux filles. Joueur à l'USC, puis entraîneur, il a raccroché les crampons en 2017 lorsque le club a fusionné avec Saint-Jean-d'Angély. «Sans regret, assure celui qui enseigne à Elisée-Mousnier et Claude-Boucher. C'était la fin d'un cycle. Je ne l'ai pas mal vécu.» Et cela lui a libéré du temps pour sa passion enfouie.

## «Je veux que ce soit du pur plaisir»

En deux ans et demi, le rugbyman devenu artiste a peint près de 150 tableaux. «J'ai commencé par des portraits d'artistes que j'admire. J'ai testé les paysages.» Du noir et du blanc au départ... auxquels il a ajouté des touches de



Les tableaux s'empilent au domicile de Nicolas Mottet, à Châteaubernard. Photo J. P.

couleurs au fil du temps. «J'ai découvert en même temps l'acrylique. C'est simple, sans solvant, ça se nettoie à l'eau. Je peux en mettre plein et modeler comme je veux», explique Nicolas Mottet, qui a remporté le prix du jury de la médiathèque de Châteaubernard, lors d'un concours organisé il y a deux ans.

Il ajoute: «Comme je n'ai pas de formation, j'ai une liberté totale. Je veux que ce soit du pur plaisir. Ma seule contrainte, c'est l'espace.» Ses tableaux et son matériel campent au milieu de son salon à Châteaubernard. Il y a, en gros plans, les yeux de ses filles,

des scènes de liesse au rugby, des rues de Cognac... Une partie de ce qu'on devrait voir à partir d'aujourd'hui lors de sa première exposition, derrière la médiathèque de Châteaubernard. 70 œuvres y seront présentées jusqu'à samedi. «Maintenant, j'ai aussi envie de me confronter à un autre regard que celui de ma famille et de mes amis, indique Nicolas Mottet. J'ai envie de voir comment les gens peuvent percevoir ce que je fais.» Un nouveau défi.

Exposition de Nicolas Mottet, dit Nimo, au 2, rue de la Commanderie. Ce jeudi de 15h à 19h; vendredi et samedi de 10h à 12h et de 15h à 19h. Entrée libre.

# Polar le festival monte à Paris pour délivrer ses prix

Pour la première fois, le festival remettra ses distinctions cinéma, télé et théâtre dans la capitale, en mai. Pour plus de lumières.

**O**n en avait envie. Et puis les producteurs, les réalisateurs, les acteurs sont à Paris. C'est plus simple. Et l'éclairage sur la manifestation n'en sera que plus important, «même chose pour la Ville, le produit», ajoute son «boss», Bernard Bec. Pour la première fois de son histoire, Polar le festival monte à la capitale où il délivrera ses prix «Polar» cinéma, télévision et théâtre, sept au total, vendredi 13 mai, dans une des salles de «L'Escurial», «un vieux ciné comme autrefois dans le 13<sup>e</sup> arrondissement», se réjouit-il. «On aura beaucoup de monde de la profession lors de cette remise qui se clôturera sur une avant-première, "Le Voyageur", un film de Stéphanie Murat, qui voit le retour d'Éric Cantona à l'écran, et sera diffusé sur France 3 en fin d'année.»

Exit donc la remise à La Salamandre de ces prix qui récompenseront le meilleur film international, francophone, le meilleur spectacle théâtral (3 nommés pour chacun) et, côté télévision (6 nommés chacun), la meilleure série internationale, le meilleur



Bernard Bec, le «boss» du festival, donne rendez-vous dans le 13<sup>e</sup> arrondissement et en mai pour une remise des prix qu'il espère avancer en mars l'an prochain, «dans la foulée des autres grandes remises, César, Oscars et autres.»

Photo G. B.

film unitaire, et la meilleure série francophone qui, elle, connaît une première également cette année. «On l'a séparée en deux sections, comédie et dramatique, pour plus de clarté», explique Bernard Bec, lequel a pu compter sur sa centaine de «précieux indics» comme toujours pour établir la sélection des nommés pour ces prix Polar «public», rappelle-t-il. Et de re-

mercier à nouveau pour l'occasion ces bénévoles qui, dans toute la France, se baladent de spectacle en spectacle avec leurs petites fiches pleines d'éléments à noter, pour désigner ces élus que l'on retrouvera tout de même pour certains à Cognac, en octobre, lors de la 24<sup>e</sup> édition.

Gilles BIOLLEY

## ” La phrase

*On met 400.000 euros sur la table et ils ne se préoccupent pas de savoir si le maire de Cognac est présent*

### Michel GOURINCHAS, élu fâché

C'est à cause de lui si la pose de la première pierre de la future résidence habitat jeunes, qui pousse derrière l'hôpital, est annulée ce jeudi. A partir d'aujourd'hui, le maire est en déplacement dans la ville jumelle de Perth en Ecosse... Et pas question que l'événement se déroule sans lui. L'élu regrette d'ailleurs que Domofrance ne se soit pas inquiété de son agenda avant d'envoyer les invitations. Résultat: c'est repoussé au 13 mai.

# Un budget qui ouvre la porte aux travaux

Les comptes administratifs étant approuvés, l'affectation des résultats proposés vers le budget 2019 permettront d'afficher 750 420 € au chapitre recettes de fonctionnement et 458 230 € en recettes d'investissement. Pour 2019, le budget recettes de fonctionnement affichera pour les principales recettes: 587 132 € par les impôts et taxes (à noter le maintien des taux des taxes communales et une hausse par l'Etat de leurs bases de 2,2 %); les diverses dotations d'Etat apporteront 165 066 € (contre 180 258 € en 2018 et 234 798 € en 2017). Au chapitre dépenses: virement à la section investissement de 740 000 €, charges de personnels à 410 000 €, et 279 270 € pour les charges à caractère général sont les principaux postes. Le budget investissement est alimenté par

les 458 230 € d'excédent antérieur reporté et les 740 000 € du virement de la section d'exploitation. Les propositions de dépenses du budget primitif regroupent principalement: 292 000 € (étude, mobilier et aménagement place Louis-Larrieu); 181 000 € (aménagement du bourg); 169 000 € (église; mise en sécurité); 150 000 € (réhabilitation de l'ancienne poste) 135 000 € (matériels divers et travaux aux bâtiments); 113 000 € (voirie et espaces); 31 500 € (école). A préciser que ces sommes cumulent les propositions 2019 et le montant des restes à réaliser de 2018. «2019 pouvant s'inscrire dans une forte augmentation des investissements de la commune pour le bien de ses habitants et de celle-ci», sera-t-il souligné lors des conclusions sur la présentation des budgets.

# Macron: un grand oral à risques

■ Le président fait face aujourd'hui aux journalistes, autorisés à lui poser de vraies questions ■ Et pas seulement sur le grand débat ■ Cette première conférence de presse du chef de l'État s'annonce périlleuse ■ S'en sortira-t-il?

Cinq mois après le début des «gilets jaunes» et trois mois après celui du grand débat, Emmanuel Macron prend aujourd'hui la parole pour défendre les mesures avec lesquelles il espère relancer son quinquennat. Pouvoir d'achat, retraites, démocratie, décentralisation, environnement, santé, ruralité... le chef de l'État est attendu sur de multiples dossiers, dont certains très délicats comme la durée du temps de travail, à partir de 18h dans la salle des fêtes de l'Élysée. Il introduira sa première conférence de presse du quinquennat par une déclaration d'une vingtaine de minutes qui «donnera des perspectives et un cap» à la

lumière de la crise sociale et politique qui bouleverse sa politique depuis l'automne, selon l'Élysée. Puis Emmanuel Macron répon-



**Ce ne sera pas un grand débat avec les journalistes.**

dra aux questions des journalistes français et étrangers pendant environ deux heures en direct sur les grandes chaînes de télévision, dont TF1 et France 2. Mais «ce ne sera pas un grand débat avec

les journalistes», avertit son entourage, en faisant référence aux longues rencontres des derniers mois.

**Deux heures pour convaincre**

Le président sera entouré par les membres du gouvernement, que le Premier ministre Édouard Philippe réunira en «séminaire» lundi (lire encadré). Une partie de ces mesures sont déjà connues, puisqu'elles ont fuité dans la presse à la suite de l'annulation in extremis de l'allocation présidentielle à cause de l'incendie de Notre-Dame. Le chef de l'État ne va pas les «changer en profondeur» mais il va «les expliquer» et

CONFÉRENCE DE PRESSE: MACRON VEUT CRÉER L'EFFET DE SURPRISE...



«rien n'interdit d'en ajouter», souligne-t-on dans son entourage. Il devrait ainsi préciser les conditions de baisses d'impôts pour les classes moyennes, de la réindexation des retraites inférieures à 2.000 euros ou de la promesse de ne pas fermer d'écoles ou d'hôpitaux jusqu'à la fin du quinquennat. Des éclaircissements sont également attendus sur l'évocation d'un possible allongement de la durée du travail pour financer la dépendance et le grand âge.

Parmi les autres sujets faisant polémique figure la suppression de l'École nationale d'administration (ENA), dont les critiques «choquent voire blessent profondément ses élèves et ses personnels», selon son directeur Patrick Gérard. L'aile écologiste de la majorité espère en outre des annonces sur la transition écologique, quasiment absentes de l'allocation ayant fuité. Vedettes du grand débat, les maires seront attentifs aux annonces d'Emmanuel Macron qui devrait initier «un mouvement de déconcentration plutôt qu'un acte de la décentralisation», selon une source gouvernementale. Le chef de l'État aura fort à faire pour convaincre les Français, qui ne sont que 24% à penser que le grand débat permettra d'améliorer la situation politique, économique et sociale du pays, selon un son-

## Un séminaire «inédit» lundi

Gouvernement et représentants de la majorité se réuniront lundi lors d'un séminaire «inédit» pour préparer la mise en œuvre des annonces qui seront faites ce soir par Emmanuel Macron en réponse au grand débat national, a indiqué hier Sibeth Ndiaye, la porte-parole du gouvernement. Ce séminaire «ne sera pas un simple séminaire gouvernemental»: il s'agit de concrétiser une «ambition de changer la méthode de l'action gouvernementale» en «associant très en amont l'ensemble des composantes de la majorité», «présidents de groupes de la majorité à l'Assemblée nationale et au Sénat et présidents des commissions parlementaires».

dage Ipsos-Sopra Steria publié hier par *Le Monde*. L'opposition est partagée entre attentisme et dénonciation d'un exercice qui pollue la campagne pour les élections européennes du 26 mai: 52% des Français assurent que leur choix pour ce scrutin sera déterminé avant tout par les propositions des partis sur des questions nationales.

## Macron a-t-il été piégé par deux humoristes russes?

C'est un canular dont l'Élysée se serait peut-être bien passé à la veille de la conférence de presse du chef de l'État. «Allô, Monsieur le président?»: deux célèbres usurpateurs russes, spécialistes des canulars téléphoniques, assurent avoir piégé Emmanuel Macron en se faisant passer pour le nouveau président ukrainien Volodymyr Zelensky. Les deux humoristes «Vovan» et «Lexus» ont mis en ligne hier l'enregistrement d'une conversation de quinze minutes avec celui qu'ils affirment être le président français. L'appel semble venir de l'Élysée, qui appelle pour féliciter le comédien ukrainien après sa victoire écrasante à l'élection présidentielle

de dimanche contre le président sortant Petro Porochenko. «73% [des votes] des Ukrainiens, c'est juste incroyable. Je me sens comme Poutine qui a le même score», plaisante le faux Volodymyr Zelensky dans cette conversation, qui se déroule en russe et en français, avec l'aide de traducteurs. «J'ai le sentiment qu'en tout cas à ce stade, le système chez toi est un peu moins bien organisé, donc ça doit être un peu plus naturel. Tu n'avais pas encore mis tous tes opposants en prison», répond celui qu'ils affirment être Emmanuel Macron. L'Élysée a refusé de commenter cette vidéo. «Le président s'est bien entretenu avec Zelensky dimanche soir, échange

à la suite duquel nous avons publié un communiqué, tout comme les équipes de Zelensky», a précisé la présidence française. Contactés par l'AFP, les deux humoristes ont confirmé ce canular et dit espérer qu'Emmanuel Macron n'est «pas trop contrarié». Vladimir Kouznetsov et Alexei Stoliarov - alias «Vovan» et «Lexus» - n'en sont pas à leur coup d'essai: ils ont piégé Elton John, l'ancien chef de la diplomatie britannique Boris Johnson ou le président bélarusse Alexandre Loukachenko. Leurs cibles privilégiées sont des adversaires du Kremlin, étrangers ou russes. En 2016, «Vovan» expliquait vouloir «montrer le visage réel de certains partenaires de la Russie».

## Le fichage des «gilets jaunes» blessés confirmé

La direction des hôpitaux publics de Paris a reconnu hier qu'un fichier nominatif, recensant les blessés pris en charge lors de grands événements, notamment les manifestations de «gilets jaunes», avait parfois inclus «de manière inappropriée» des précisions de nature médicale, une pratique qu'elle entend «corriger». Selon le *Canard enchaîné* d'hier, qui a eu accès à des données issues de ce fichier, certaines des fiches concernées comportent, à la case «commentaire», des précisions sur le type de blessure, comme «tir flash-ball: plaie arcade», ou «problème au poignet, suite coup de matraque selon le patient». Le fichier «SI-VIC» (système d'information pour le suivi des victimes), mis en place après les attentats de 2015 pour faciliter

l'identification et la prise en charge des victimes, ne comporte sur sa «page principale», «aucune ligne qui aurait pour objet ou pour effet de recueillir des informations médicales», a rappelé dans un communiqué la direction de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP).

### Pratique «inadéquante»

Cependant, «il apparaît que les onglets «commentaire» de l'application ont pu être utilisés pour mentionner des éléments de nature médicale», de façon «marginale», et «inappropriée», reconnaît la direction. Une telle pratique, «inadéquante», a été observée pour «plus d'une dizaine de patients» lors des trois samedis de 2019 où le dispositif a été déployé,

a précisé François Crémieux, le directeur général adjoint de l'AP-HP. De telles données médicales «n'avaient rien à faire» dans ce fichier, a insisté ce responsable. Le fichier SI-VIC avait par ailleurs été mis en place à quatre reprises fin 2018, au début du mouvement des gilets jaunes, mais pour l'heure la direction n'a pas recensé le nombre de fois où la case «commentaire» a pu faire l'objet d'un tel usage non approprié lors de ces quatre samedis, a-t-il ajouté. Dans son communiqué, l'AP-HP reconnaît par ailleurs qu'un tel dysfonctionnement peut s'expliquer par un «mémo» que la direction avait diffusé, et dans lequel elle précisait que la case «commentaire» pouvait servir à «ajouter toutes les informations utiles concernant la pathologie ou le type de blessure»,

ou «l'intitulé exact du service» où le patient devait être orienté. «Cette précision, qui avait été mentionnée dans un souci de bonne prise en charge des patients, n'aurait pas dû apparaître; au contraire, il aurait dû être rappelé qu'aucune information médicale ne devait être saisie», souligne la direction.



Eric Drouet se met «en pause». Photo AFP

## La phrase

«Mode pause pour moi, voire plus peut-être.»

Eric Drouet, figure emblématique du mouvement des gilets jaunes, l'a annoncé mardi soir: «Mode pause pour moi, voire plus peut-être, trop de menaces sur ma famille, trop de haineux, trop de foulards rouges, trop de mépris, trop d'insultes, je suis fatigué, désolé», a écrit le chauffeur routier sur son mur Facebook. Tout n'est pas fini mais là, je suis au bout de mes forces.»

# Cet après-midi



## Instable

Temps instable avec des averses et des orages locaux, risque de chutes de grêle locales et de rafales de vent (80 à 90 km/h). Des éclaircies reviennent en soirée. Températures maximales entre 15 et 16 degrés.

## Vendredi



## Samedi



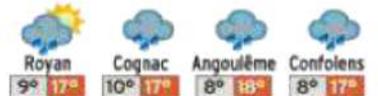
## Dimanche



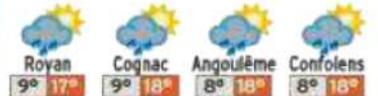
## Lundi



## Mardi



## Mercredi



## HIER

	Mini	16h
Angoulême	10°	15°
Confolens	10°	14°

# Travailler plus : Macron à l'heure du choix

**POLITIQUE** Ce soir, le chef de l'État présentera ses réponses au Grand Débat. Et l'une d'elles pourrait être de « travailler davantage ». Une « nécessité » à ses yeux. Mais un pari risqué

Jefferson Desport  
j.desport@sudouest.fr

Sous réserve qu'un nouveau drame ne survienne pas, c'est donc ce soir, à partir de 18 heures, qu'Emmanuel Macron présentera ses réponses au Grand Débat. Il le fera au cours d'une conférence de presse qui rappellera les grandes heures de François Hollande. Si jusque-là le chef de l'État avait refusé d'imiter son prédécesseur en sacrifiant à cet exercice des questions-réponses dans la salle des fêtes de l'Élysée, les circonstances en ont décidé autrement. À commencer par l'incendie de Notre-Dame qui, on le sait, l'a contraint à annuler son allocution du 15 avril. Toujours est-il qu'au-delà de la forme, c'est bien entendu sur le fond que le président de la République est d'abord attendu. D'autant plus que, si son intervention de la semaine dernière n'a pas été diffusée par les chaînes de télévision, elle a bien été enregistrée. Et ses propos publiés dans la presse. Éventant ainsi la plupart de ses annonces.

Toutefois, si sa volonté de baisser les prélèvements pour les contribuables payant la première tranche de l'impôt sur le revenu et de réindexer les retraites de moins de 2 000 euros a été bien accueillie, faire accepter aux Fran-

çais de travailler plus s'annonce une manœuvre autrement plus délicate. Pourtant cela semble bien être à l'ordre du jour. En effet, dans cette allocution mort-née du 15 avril, Emmanuel Macron a évoqué « la nécessité de travailler davantage ». L'un des enseignements de ce soir sera donc celui-ci : qu'entend-il exactement par « travailler davantage » ? Et dans quel but ?

## Cotiser plus longtemps ?

Une certitude, voilà déjà plusieurs semaines que le gouvernement prépare le terrain et les esprits. En particulier sur la question, tou-

Voilà déjà plusieurs semaines que l'exécutif prépare le terrain. En particulier avec les retraites

jours sensible, des retraites dont la réforme est engagée. Certes, Édouard Philippe l'a affirmé haut et fort à l'Assemblée : « Il n'est pas question de modifier l'âge de départ à

la retraite. » En l'occurrence : 62 ans. Mais le Premier ministre a assorti cette promesse d'un... mais. La population française vieillit et vieillit vite. 1,5 million de personnes a plus de 85 ans au-

jourd'hui et elles seront 5 millions en 2050. Dès lors, face à cet allongement de la vie, qui pose en grand le problème du financement de la dépendance, le locataire de Matignon l'assume : « Se poser la question de savoir s'il faut travailler plus longtemps pour que le fruit de ce travail plus long finance ces besoins considérables d'investissement est parfaitement valide. Ce qui m'inquiéterait serait qu'on ne se la pose pas. » Le sujet est donc sur la table.

## Achever les 35 heures ?

Toutefois, l'allongement de la durée des cotisations n'est pas le seul levier possible. Achever de détricoter les 35 heures en est un autre. Même si, dans les faits, celles-ci sont déjà largement contournées (lire par ailleurs). Cependant, cette piste s'avère compliquée comme l'observe ce député LREM : « Dans la majorité cela provoquerait des remous. Surtout qu'on commence à percevoir des prises de distance personnelle avec le président de la République. » Il n'en demeure pas moins, souligne ce dernier que le financement de la dépendance « est un vrai défi ». « Travailler plus pour prendre en charge nos aînés, c'est une mesure de solidarité, mais,



Le président doit préciser ce qu'il envisage pour que les Français travaillent davantage. PHOTO ARCHIVES/AFP

nuance-t-il, elle risquerait d'être perçue comme une réponse de droite... »

Ce terrain étant miné, le chef de l'État pourrait aussi proposer d'instaurer une nouvelle journée de solidarité. En clair, de supprimer un jour férié, comme le souhaite Stanislas Guérini, le délégué général de La République en marche. Ce qui pourrait rapporter

près de trois milliards d'euros par an aux finances publiques. « Ce ne serait pas à la hauteur financièrement pour répondre aux besoins de la dépendance, mais cela pourrait être accepté », souligne ce parlementaire LREM. À condition toutefois, comme l'ont déjà demandé des députés de la majorité, que l'ensemble des recettes soient fléchées vers la dépendance.

## Ce que devrait dire le président

C'est le grand retour de la conférence de presse. Un exercice qui devrait permettre à Emmanuel Macron de détailler ses propositions

Passablement agacé par les fuites ayant suivi le discours qu'il n'a pas prononcé le 15 avril, en raison de l'incendie à Notre-Dame, Emmanuel Macron aurait hésité à maintenir la conférence de presse qu'il avait initialement prévue deux jours plus tard, le 17. Mais l'heure étant au rétablissement de bonnes relations avec les corps intermédiaires, dont les médias font partie, il a finalement reprogrammé celle-ci pour cet après-midi.

Renouant ainsi avec une pratique précisée par certains de ses prédécesseurs, de De Gaulle à Mitterrand et de Pompidou à Hollande, mais pas par tous - Chirac y répugnait et Sarkozy abandonna vite l'exercice.

C'est surtout l'heure choisie pour la conférence de presse qui est inédite : à partir de 18 heures, et quand on connaît le président, la séance risque de durer. Macron veut ainsi, à travers les télévisions qui retransmettront en direct sa prestation, prolonger ce dialogue direct avec les Français qu'il s'est efforcé d'instaurer au cours du Grand Débat.

## Fuites dans la presse

Il veut, surtout, donner le maximum d'audience aux annonces qu'il va faire et aux explications qu'il en donnera. Les premières devraient prendre place dans une allocution d'une demi-heure, par laquelle le chef de l'État débutera sa

conférence de presse. Les questions des journalistes devraient servir de base aux secondes. On connaît, depuis les fuites déjà évoquées (« Sud Ouest » du 17 avril), une bonne partie des grandes mesures que devrait annoncer le président : moratoire sur les fermetures d'écoles ou d'hôpitaux (sauf avis contraire des maires), diminution des impôts pour les classes moyennes (sans doute par la création de deux nouvelles tranches basses), réindexation des petites retraites (jusqu'à 2 000 euros) sur l'inflation, garantie par l'État des pensions versées aux mères isolées, pas plus de 24 élèves par classe jusqu'à CE1...

Une partie importante des réformes devrait concerner la décentra-

lisation, et surtout la déconcentration des services de l'État. Avec, d'une part, un plus grand pouvoir accordé aux préfets, qui pourraient retrouver la tutelle - entre autres - des Agences régionales de santé, et d'autre part un allègement de la tutelle exercée sur les collectivités locales.

## « La proximité »

Une mesure importante concernera le droit pour les Régions à la « différenciation », c'est-à-dire la possibilité pour celles qui le demandent d'exercer de nouvelles compétences, sur le modèle de ce qui se fait déjà outre-mer ou en Corse, et qui vient d'être voté pour l'Alsace.

Certaines réformes qui devaient

être annoncées la semaine dernière sont déjà revues à la baisse - mais Emmanuel Macron pourra toujours dire qu'il n'a rien déclaré. Ainsi de l'ENA, qui ne sera pas supprimée, mais rénovée, dans son mode de recrutement comme dans sa scolarité. Ou du RIC (référendum d'initiative citoyenne) local, qui ne pourrait être organisé qu'à l'initiative des élus locaux, et serait rebaptisé RIL (référendum d'initiative locale).

« Le principal sujet, nous confiait hier, le président du Sénat Gérard Larcher, c'est la proximité. N'oublions pas que la crise est née du manque de considération ressentie par de nombreux Français. »

Bruno Dive

## Le Medef divisé sur les 35 heures

Quelques heures avant les annonces d'Emmanuel Macron, Philippe Neys, président du Medef Pays basque et du Medef Nouvelle-Aquitaine, ainsi que Christophe Fauvel, président du Medef de Dordogne, ont exprimé leurs attentes et espoirs. Ils ne sont pas totalement alignés. « Je ne milite pas pour un retour sur les 35 heures », explique Philippe Neys. « J'estime que ce ne serait pas une excellente idée. Notre organisation du travail, nos outils de production sont adaptés à ces 35 heures, désormais. Les mesures concernant les heures supplémentaires défiscalisées suffisent, mais il faudrait qu'elles soient exonérées de charges pour les employeurs également. »



**Philippe Neys.** ARCH. B. LAPÈGUE

Christophe Fauvel ne partage pas tout à fait cette analyse. « Sur le temps de travail, je suis pour donner un maximum de liberté, entreprise par entreprise, branche par branche. Le totem des 35 heures doit tomber, le temps de travail hebdomadaire pertinent peut être de 32 ou de 35, voire de 40 heures... Franchement, je ne crois pas que cela fera partie des annonces d'Emmanuel Macron à l'issue de ce Grand Débat qui, personnellement ne m'a pas convaincu. Le président a déjà l'impression d'avoir beaucoup servi le patronat. »

Concernant l'âge du départ à la retraite, les deux hommes se rejoignent presque à 100 %. « Je suis aligné sur la position nationale du Medef. Avec l'allongement de la durée de vie, mathématiquement, l'équilibre de notre système reposera sur la durée de cotisation. Nous plaidons pour un recul progressif, sur huit ans, à partir de 2020, de 62 à 64 ans pour l'âge minimum de départ à la retraite », dit Philippe Neys. « Je fais la même analyse que Philippe. Mais je plaide en plus, pour une harmonisation des durées de cotisations à pénibilité égale, entre les salariés du secteur public et ceux du privé », ajoute Christophe Fauvel.

**Pascal Rabiller**

# 35 heures : « Un marqueur idéologique droite/gauche »

**L'EXPERT** Selon Bertrand Martinot, les verrous qui limitaient le temps de travail ont disparu au fil des réformes successives

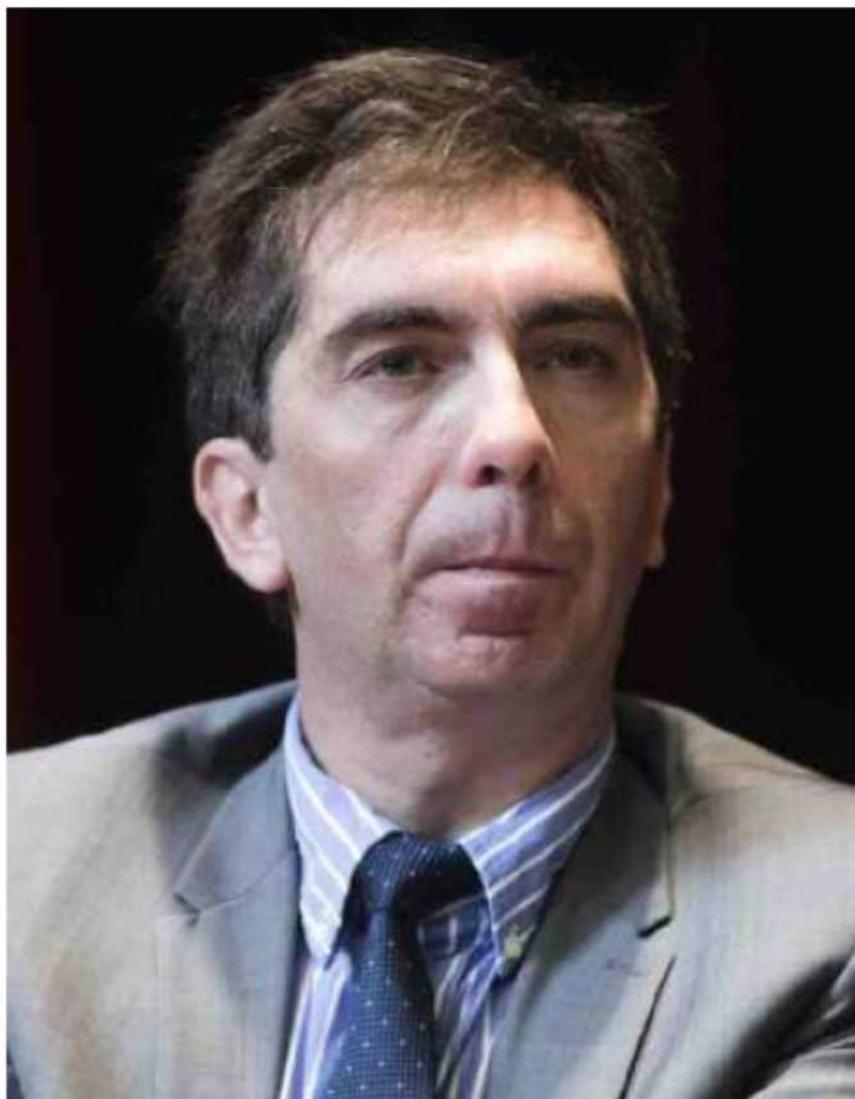
Économiste et spécialiste du marché du travail, Bertrand Martinot a été conseiller social de Nicolas Sarkozy au début de son quinquennat (2007-2008), puis délégué général à l'emploi et à la formation professionnelle de 2008 à 2012. Expert à l'Institut Montaigne, il est l'auteur de « Pour en finir avec le chômage » (Pluriel, 2015).

« **Sud Ouest** » Le débat public revient sur la durée du travail. Est-ce pertinent ?

**Bertrand Martinot** Ce débat est obscurci par une énorme ambiguïté : parle-t-on de la durée du travail ou de son coût ? S'il s'agit de faire travailler les gens 40 heures par semaine payées 40, on parle de la durée du travail. Si le sujet tourne autour du retour à une durée légale de 40 heures payées 35, on parle du coût horaire du travail.

**Que reste-t-il des 35 heures ?**

Elles n'existent plus vraiment. De-



Bertrand Martinot, expert de l'Institut Montaigne est l'auteur de « Pour en finir avec le chômage ». PHOTO IP3

puis quinze ans, elles ont été assouplies étape après étape. Les 35 heures marquent encore le seuil du déclenchement des heures supplémentaires et des RTT. Pour le reste, il n'existe plus aucun verrou de branche. La modulation du temps de travail relève aujourd'hui de la négociation d'entreprise. Légalement, un employeur peut vous faire travailler jusqu'à 48 heures par semaine, du moment qu'il vous paie. Je ne vois pas ce qu'on peut faire de plus !

### **Pourquoi les entreprises n'augmentent-elles pas la durée du travail ?**

Parce qu'elles n'y ont souvent pas intérêt. Encore une fois, si vous faites travailler les gens plus longtemps, il faut les payer en conséquence. Quand vous interrogez les DRH des grandes entreprises, vous ne trouvez personne pour un retour aux 39 ou aux 40 heures. Il y a eu des accords de modulation du travail en fonction du carnet de commandes des entreprises. Il y a, aussi, eu des accords de modération salariale et des gains de productivité. Les cadres travaillent énormément et sont payés au forfait, ce qui est une spécificité française. Dans les TPE (très petites entreprises, NDLR), le problème se pose autrement. Les patrons voudraient une augmen-

tation du temps de travail, mais à salaire égal. Ce qui aboutirait à une diminution du salaire horaire et serait difficilement accepté par les salariés.

### **Le coût du travail est-il un problème en France ?**

Globalement non, le différentiel avec les autres pays s'est plus ou moins résorbé. L'économie française est moins handicapée qu'elle ne l'a été par le passé.

### **Quelles seraient les pistes pour le faire baisser encore plus ?**

La modération salariale et les diminutions de prélèvements fiscaux et sociaux sur le travail. À plus long terme, le pari sur l'innovation et sur une formation des personnels – initiale et continue – plus efficace.

### **Le pouvoir peut-il augmenter la durée du travail ?**

Il peut le faire à la marge, en supprimant des jours fériés. Nous avons deux jours fériés de plus que la moyenne européenne. Supprimer ou repousser le seuil de déclenchement des heures supplémentaires aurait une incidence sur le coût du travail, pas sur sa durée. Une fois de plus, ce sont les chefs d'entreprise et la négociation sociale qui décident de la durée du travail, pas le président de la République !

Les études fiables s'accordent à dire que les 35 heures ont eu un impact à peu près nul sur le chômage

avons deux jours fériés de plus que la moyenne européenne. Supprimer ou repousser le seuil de déclenchement des heures supplémentaires aurait une incidence sur le coût du travail, pas sur sa

### **Pourquoi la durée du travail est-elle une question aussi passionnelle ?**

Martine Aubry (ministre des Affaires sociales de Lionel Jospin, NDLR) en a fait un marqueur idéologique droite/gauche, qui est demeuré à l'identique dans le paysage politique français. Les 35 heures sont toujours une blessure pour une partie de la droite, qui y a vu un affaiblissement de la valeur travail. Elles ont suscité l'énervernement des petits patrons, énervernement qui dure encore. C'est davantage un sujet de bagarre pour le monde politique que pour les entreprises.

### **A-t-on évalué de manière rationnelle et non partisane les conséquences des 35 heures ?**

On a eu droit à une rafale d'estimations, pour la plupart totalement malhonnêtes... Les études fiables s'accordent à dire que les 35 heures ont eu un impact à peu près nul sur le chômage, qui tourne structurellement autour de 9 % depuis trente ans. En revanche, elles ont amené des allègements de charges qui perdurent et qui pèsent sur les finances publiques à hauteur d'une quinzaine de milliards d'euros par an. Ces allègements étaient nécessaires pour compenser la hausse mécanique du Smic horaire, lors de l'entrée en vigueur des 35 heures, et éviter l'effondrement corollaire de l'emploi dans la catégorie des bas salaires. La vraie entourloupe des 35 heures est là : on a voulu faire croire qu'on allait gagner autant en travaillant moins. Mais il a bien fallu payer la différence.

**Recueilli par Jean-Denis Renard**

# Vote européen, vraiment ?

**POLITIQUE** Selon un sondage BVA, seuls 32 % des électeurs français se prononceront en fonction des enjeux européens. Un point sépare LREM et RN

Benoît Lasserre  
blasserre@sudouest.fr

Plus les sondages passent, plus il se confirme que le match français des élections européennes du 26 mai prochain se jouera entre La République en Marche et le Rassemblement national, revanche de la présidentielle. Les autres concurrents sont trop loin pour espérer endosser le rôle de trouble-fête mais, dans cette course à la troisième place, la liste Les Républicains ne semble pas pouvoir être menacée.

Si on en croit la dernière livraison toute chaude sortie du four BVA pour la PQR (Presse quotidienne régionale), l'écart se resserme entre Nathalie Loiseau (LREM) et Jordan Bardella. 23 % pour l'une, 22 % pour l'autre. Sans vraie surprise, l'électorat macroniste se recrute surtout dans l'agglomération parisienne et les classes aisées, l'électorat lepéniste dans les communes rurales et les petites villes.

Le sondage a été réalisé du 15 au 21 avril, avant les révélations sur la présence en 1984 de Nathalie Loiseau sur une liste d'étudiants d'extrême droite. Une affaire qui peut coller comme un sparadrap ou rapidement faire « pschiiit ».

## Jadot et Aubry coude-à-coude

À 13 %, François-Xavier Bellamy est en deçà du score espéré par le patron des LR, Laurent Wauquiez mais la campagne n'a pas encore vraiment démarré. Il apparaît en revanche que, loin des classes populaires que veut reconquérir le parti de droite, ses électeurs appartiennent

surtout aux classes aisées, voire supérieures, et aux retraités.

Toujours en danseuse dans le Tourmalet des sondages, vient ensuite un « grupetto » de gauche, composé des écologistes (8 %), des Insoumis (7,5 %) et de Place Publique (6 %), qui a largement semé Benoît Hamon.

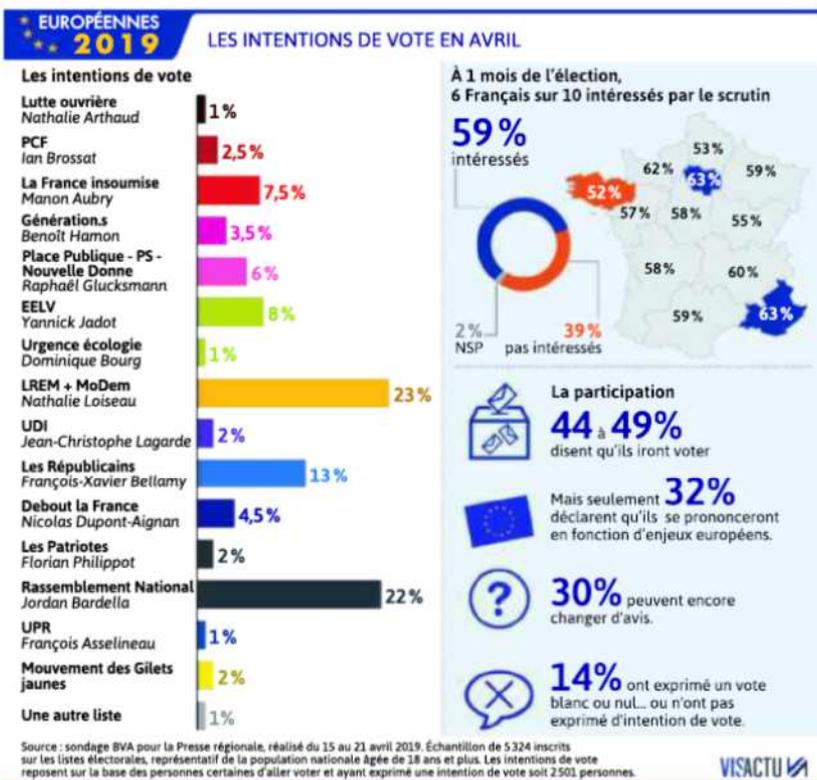
À 35 %, l'ex-candidat PS à la présidentielle est toujours en manque sévère d'oxygène. Il peut juste espérer le remboursement de ses frais de campagne. Pas de quoi pavoiser. Et d'autant plus que l'ensemble des listes de gauche (avec le PC à 2,5 %) frôle les 30 %. La division se paie cher.

À l'autre bout de l'échiquier, Nicolas Dupont-Aignan cale aussi à 4,5 %. Preuve que le port du gilet jaune et les déclarations extravagantes ne suffisent pas pour encaisser les bulletins de vote. Toutes les autres listes se situent entre 1 % et 2,5 % dont 2 % pour Les Patriotes de Florian Philippot, l'ex-n° 2 du FN, qui joue sa survie politique. Même score pour une hypothétique liste de gilets jaunes.

## 44 % d'électeurs indécis

Ces intentions de vote peuvent-elles encore bouger ? Sans aucun doute même si 56 % des Français interrogés (58 % en région Nouvelle-Aquitaine) se disent sûrs de leur choix. Il reste donc 44 % d'indécis dont 14 % penchent pour un vote blanc ou nul.

Et surtout, moins d'un électeur sur deux (entre 44 et 49 %) avoue avoir inscrit « jour de vote » sur son agenda à la date du 26 mai. La participation pourrait être supérieure à



celle de 2014 (44 %) mais d'un chouïa.

On recense 59 % de Français interrogés qui se disent intéressés par le scrutin à venir. C'est trois points de moins qu'en 2014. Les cadres et les retraités sont les catégories manifestant de l'attrait pour la journée du 26 mai.

## Un enjeu surtout national

Et les électeurs qui se déplaceront aux urnes voteront-ils pour les enjeux européens ? Ils ne sont que

32 % à répondre oui à cette question. C'est certes mieux de 5 points qu'en décembre dernier mais cette réponse confirme que le scrutin obéira davantage à des enjeux nationaux.

9 % exprimeront leur soutien à l'exécutif, 30 % leur opposition (8 % et 32 % en Nouvelle-Aquitaine). Comme prévu, le principal bataillon des opposants se recense chez les Insoumis et les lepénistes.

Emploi à 88 % et pouvoir d'achat à 84 % figurent en tête des priorités

des électeurs français, devant le maintien de la paix, la lutte contre le terrorisme et l'éducation.

En queue de peloton (entre 72 et 74 %) on trouve la lutte contre le réchauffement climatique, l'immigration et la compétitivité économique, trois thèmes sur lesquels l'Europe doit justement jouer un rôle essentiel.

Il reste un mois aux différentes listes pour attirer les électeurs vers les urnes et surtout les faire voter européen. Vraiment ?

# Le poids lourd de la filière cognac

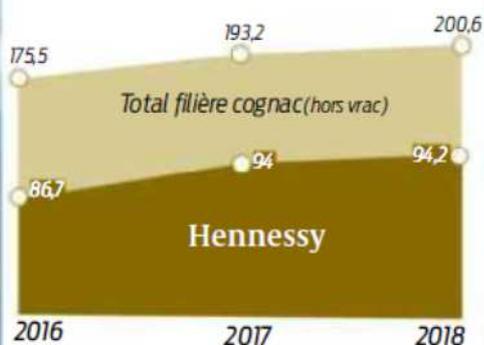


Au hit-parade des spiritueux les plus lucratifs, Hennessy (le H de LVMH) pourrait doubler le whisky Jack Daniel's en 2019. « Hennessy va devenir la première marque au monde en valeur parmi les vins et spiritueux "premium" », a récemment déclaré Bernard Arnault, le patron du groupe de luxe.

# Hennessy

## Des ventes en hausse

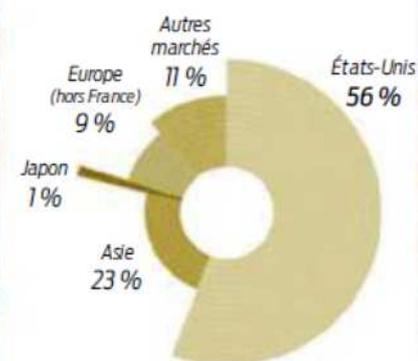
(en millions de bouteilles)



## Près d'un cognac sur deux bus à la surface du globe est un cognac Hennessy



## La ventilation géographique des ventes à l'export



Sources : Document de référence de l'exercice financier 2018 du groupe LVMH / Bureau national interprofessionnel du cognac (BNIC). Photos Emma Noël Brunet et Jas Hennessy & Co

infographie

# Plus aucun herbicide en 2028

**COGNAC** Mercredi, Hennessy a demandé à ses 1 600 viticulteurs livreurs de bannir tous les herbicides chimiques en moins de dix ans

Olivier Sarazin  
o.sarazin@sudouest.fr

Mercredi en fin d'après-midi, Hennessy réunissait à Cognac une bonne partie des 1 600 viticulteurs des deux Charentes qui lui vendent du vin et des eaux-de-vie.

La moitié d'entre eux sont adhérents de la société d'intérêt collectif agricole de Bagnolet, une coopérative qui ne travaille qu'avec le numéro 1 du cognac. Son assemblée générale offre toujours une tribune à Bernard Peillon. Et comme chaque année, le président d'Hennessy a distillé d'importants messages...

## Pas de discours martial

Le plus important concernait le développement durable et le souhait du négociant de bannir les herbicides en moins de dix ans. Cet appel n'a pas été formulé en début de réunion. Nous y reviendrons un peu plus loin dans cet article, car ce qui fut dit auparavant comptait aussi.

Le patron de la marque au bras armé a pris la parole de façon élé-

gante et déterminée. Sans démonstration de force. Sans esprit martial. Sans faire claquer les chiffres comme des étendards. Pour les connaître, il suffit d'ailleurs de feuilleter les documents financiers du groupe LVMH (notre infographie ci-dessus).

« Oui, Hennessy va bien. 2018 a été une année de bonne facture, pas exceptionnelle car bridée par une raréfaction des eaux-de-vie. La croissance est solide, sur tous les continents. La performance valide notre modèle économique. Nous avons une large gamme, afin de mieux déployer nos ailes partout dans le monde », a dit Bernard Peillon.

Puis vinrent quelques mots sur le monde, sa marche et ses soubresauts. Dans un contexte « volatil et incertain, complexe et ambigu », le président d'Hennessy a affirmé que la maison « tenait le cap ». Le plus puissant des négociants se place en défenseur de l'appellation cognac « un bien commun à ne pas galvauder [...], un patrimoine dont les détenteurs ne doivent pas céder aux sirènes de la facilité ». Seuls les fins connaisseurs de l'actualité de la fi-



Bernard Peillon, le PDG d'Hennessy, mercredi en fin d'après-midi lors de l'assemblée générale de la Sica de Bagnolet. PH. O. S.

lière cognac comprendront l'allusion. Ici sont visés les collègues et concurrents qui empruntent aux codes du whisky et pratiquent le « cask finish » - l'affinage du cognac dans des fûts ayant contenu d'autres spiritueux.

## Aucune molécule de synthèse

Hennessy préfère d'autres pratiques et mène d'autres combats. « Never stop, never settle » est son slogan fétiche. Traduisez « ne jamais s'arrêter, ne jamais se contenter ». « Être la plus belle, la plus profitable des marques de spiritueux ne suffit pas. Hennessy doit devenir la plus durable [...]. L'exigence de la société civile et des consommateurs est forte. Nous n'avons plus le luxe du temps », a dit Bernard Peillon en substance.

Florent Morillon, directeur de la filière amont, a pris le relais, détaillant les mesures envisagées. En voici le détail : en 2021, tous les viticulteurs livreurs de la maison devront être engagés dans une démarche de certification environnementale ; en 2023, la moitié d'entre eux devront décrocher un label HVE ; en 2025, la totalité ; puis en 2028, aucun herbicide ne devra être épandu. Le glyphosate (dont le nom n'a pas été prononcé) n'est pas le seul produit à bannir. Le flazasulfuron, la flumioxazine et toutes les molécules de synthèse doivent l'être.

Florent Morillon a promis un accompagnement personnalisé. Le plus important concerne le prix d'achat des eaux-de-vie. L'an passé, il fut relevé de 7 %.

# De la réalité virtuelle, bientôt, aux musées

## GRAND-COGNAC

L'Agglomération doit approuver ce soir un projet d'« expérience immersive »

Olivier Sarazin

o.sarazin@sudouest.fr

Ce soir, les 96 élus de l'Agglomération de Grand-Cognac sont invités à valider un projet singulier, d'un montant prévisionnel de près d'un demi-million d'euros. La délibération porte le numéro trois H. Elle concerne une commande publique et s'intitule « Conception et réalisation d'une expérience immersive en réalité virtuelle autour du fleuve Charente ».

« Il s'agit de doter les deux musées de Cognac et l'Espace découverte du pays de cognac d'outils technologiques modernes », expliquent Nicole Roy et Chantal Nadeau, vice-présidentes en charge de la culture et du tourisme. Au printemps 2020 – si les délais sont tenus –, les visiteurs des trois sites seront invités à un véritable voyage dans le temps et l'espace.

### Six séquences en 3D

Prière de s'équiper d'un casque de réalité virtuelle : voici le temps des dinosaures d'Angeac, le néolithique, les débuts de l'art roman, la Renaissance et François-I<sup>er</sup>, l'époque des gabares et l'épopée du cognac... Au total, six séquences, six scènes en 3D où il sera possible de toucher des objets et interagir avec les autres participants à l'expérience. « Cela n'a rien d'un rêve. Ces technologies existent. Des entrepri-



Des amateurs de jeux vidéo équipés de casques Oculus, lors d'un salon professionnel à Paris. À Cognac, les musées seront sans doute dotés de matériel Vive PRO. PHOTO ARCHIVES JOËL SAGET / AFP

ses du pôle de l'image Magelis les maîtrisent », note Jérôme Sourisseau. Le président de Grand-Cognac ajoute : « Au départ, nous souhaitons faire vivre l'incroyable gisement de fossiles d'Angeac. Puis, nous nous sommes dit qu'il serait dommage de ne s'intéresser qu'aux dinosaures. »

Ce jeudi soir, le Conseil municipal devrait autoriser le président à lancer une consultation des entreprises, selon une procédure dite de négociation, avec candidatures et examen des offres. Le cahier des charges est très précis. Les séquences numériques devront être ludiques et savantes, séduire un pu-

blic à la fois familial et exigeant. « Elles seront soumises à un comité scientifique », précise Nicole Roy. « Si la phase de création est lourde, celle du développement informatique n'est pas simple », ajoute Jérôme Sourisseau.

Pascale Ordonnaud, directrice du pôle culturel de Grand-Cognac, pense qu'une telle proposition rejoindra le public des musées. L'expérience devrait durer un petit quart d'heure. Deux scènes seront accessibles sur chacun des trois sites. Précision utile : une tranche optionnelle sera demandée au prestataire retenu. À lui d'imaginer une autre séquence au château de Bouteville.

## À L'ORDRE DU JOUR

### CE SOIR À SALLES-D'ANGLES

Les élus de Grand-Cognac sont invités à étudier et à approuver 39 délibérations. La séance débutera par une présentation du bilan d'activité de la première année de fonctionnement du centre aquatique X'Eau. Parmi les dossiers : l'achat d'un ensemble immobilier aux Grands-Champs à Jarnac pour un projet de maraîchage et l'acquisition d'un terrain à Ars pour la construction d'une maison de santé. La réunion débutera à 18 heures à la salle polyvalente. Elle est publique.

# Des poules mais pas que



**L'équipe du Jardin respectueux sera épaulée de nombreuses mains bénévoles tout au long de la semaine.** PHOTO S.B.

9 h 30, c'est la bonne heure pour une réunion de chantier au Jardin respectueux où le travail ne manquera pas cette semaine. Les Poules au jardin, la grande manifestation printanière de l'association, est prévue ce samedi, de 14 à 18 heures, et dimanche, de 10 à 18 heures (accès par la rue de la trêche, « prix libre mais nécessaire ») sans l'oublier le temps réservé aux échangeurs de graines samedi de 10 à 12 heures.

À l'entrée, des barriques de cognac serviront de panneaux de renseignement. D'autres installations, don providentiel de l'équipe de la Fête du cognac, intriguent. Ce sont des pisse-debout (sans les accessoires, un cône de chantier et la paille, il faut un peu faire jouer son imagination pour en comprendre le mode de fonctionnement) et des toilettes sèches. Première mission de ces mains robustes : déplacer, rafraîchir et accessoriser les nouvelles acquisitions sous les arbres au bord de l'eau !

Avec toutes ces histoires, on en aurait presque perdu de vue les poules. Il sera possible de devenir propriétaire de l'une d'entre elles ce week-end. Un éleveur de l'Association pour la sauvegarde de la poule de Barbezieux sera de la fête et profitera de l'occasion pour ap-

prendre à fabriquer leur nouvelle demeure. D'autres petits pensionnaires – ceux de la ferme pédagogique d'Yvonne – feront partie des invités. Les enfants auront, eux aussi, de quoi faire (espace dédié pour les tout-petits, construction de cabanes, etc.). Artisans et artistes ouvriront leurs portes créatives.

## Du maraîchage au clown

Daphné maraîchère bio et fidèle du jardin, revêtera, elle, ses habits de clown dimanche en début d'après-midi dans le théâtre de plein air. Depuis deux ans, la jeune femme suit des cours de théâtre et de clown. Depuis une semaine, elle a mis un clap de fin à son activité maraîchère bio et compte monter bien monter sa compagnie Ma D'moiselle Fritillaire (pour les non-initiés, fritillaire est le nom d'une tulipe sauvage). Daphné est en résidence, quatre jours, au jardin, avec ses poireaux : « Je vais leur en faire voir de toutes les couleurs pendant quatre jours. » C'est Rémi Marcotte, architecte paysagiste, qui lui a mis le pied à l'étrier : « On te laisse un créneau et tu crées quelque chose. » Daphné a relevé le défi : une trame de fond, une part d'impro, ça va caqueter dimanche !

**Sandra Balian**

# L'avenir de la frairie d'Orlut en question

Faut-il ranger la frairie d'Orlut aux oubliettes ? À en croire les membres du comité des fêtes, dont la présidente Agnès Pairault, « nous sommes démoralisés en ne voyant pas la population se déplacer. Nous envisageons très sérieusement de mettre fin à la frairie d'Orlut ». C'était lundi de Pâques, dans l'après-midi, après la chasse aux œufs offerte par la mairie.

## Moral en berne

La frairie pascale est organisée par le comité des fêtes depuis 1910 au moins. Elle a traversé les décennies, proposé des animations diverses, usé des bénévoles fidèles, rempli les rues du village en de nombreuses occasions. Mais depuis plusieurs années déjà, le cœur n'y est plus. La désaffection du public est de plus en plus nette.

Samedi dernier, 24 exposants seulement à la brocante et guère plus de promeneurs. Dimanche de Pâques, la course cycliste organisée par l'UVC Cognac, pour 58 juniors, a été rondement menée, et les vainqueurs justement récompensés, mais « très peu de spectateurs », note la présidente. Le soir, le comité avait invité la banda de Surgères (17), Les Verres luisants. Ils ont joué le jeu, assuré le spectacle jusqu'à 23 heures pour un maximum de 110 personnes, une cinquantaine à peine ayant suivi le groupe dans les rues



Les Verres luisants ont animé la soirée de Pâques devant un maigre public. PHOTO P. B.

et cours du village. Lundi, la chasse aux œufs ouverte aux enfants scolarisés à Cherves a connu un certain succès : les œufs en chocolat ont toujours des adeptes. Mais sitôt remis les précieux trésors, il ne restait plus grand monde autour des huit attractions foraines : certaines ont déjà fait part de leur intention de ne plus revenir.

## Animations à succès

Alors quel avenir pour la frairie, une fois passée la désillusion immédiate ? D'autres animations du

comité ont encore du succès. Le 1<sup>er</sup> mai, avec le brin d'aillet gratuit du matin, puis le repas de mi-journée ; la randonnée du Val d'Antenne en début d'été, fera sa 4<sup>e</sup> édition dimanche 7 juillet ; en décembre, il y a le tirage du bois en faveur du Téléthon. Ces événements conviviaux mettent un peu de baume au cœur des membres du comité des fêtes. Est-ce que cela sera suffisant pour qu'en 2020 et au-delà, on connaisse encore la frairie pascale d'Orlut ?

Pierre Barreteau

## CHÂTEAUBERNARD

**Exposition de peinture.** Nicolas Mottet, dit Nimo, expose dans les salles municipales (2, rue de la Commanderie) à partir d'aujourd'hui jusqu'à samedi : aujourd'hui, de 15 h à 19 h, demain et

samedi de 10 à 12 h et de 15 à 19 h.